

Produire en ville, produire la ville : La place des activités productives dans l'urbanisation des villes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

Producing in the city, producing the city: The place of productive activities in the urbanization of cities in the Arab world



Responsable

• **Corten Pérez-Houis**
(UMR 8504 Géographie-Cités,
Lab'urba)

Intervenants

• **David Goeury** (Haute École
de Suisse occidentale, HES-SO
Genève)

• **Rafik Boussaïdi** (ENSA-PLV)

• **Clarisse Genton** (Université
Paris-Est, Laboratoire ACS)

• **Diane Robert** (UMIFRE,
Centre Jacques Berque, Rabat,
UMR 7533 LADYSS)

• **Margot Abord de Chatillon**
(Université Gustave Eiffel,
Laboratoire AME-SPLOTT)

Résumé de l'atelier

Les villes du monde arabe, marquées notamment par une croissance urbaine, démographique et industrielle rapide, ont largement été étudiées en géographie en matière de mise en œuvre de mégaprojets, de privatisation des espaces publics ou encore d'influence du modèle de Dubaï (Steiner et Wippel, 2019). Dans la continuité des approches critiques de l'urbanisation capitaliste (Adam et Comby, 2020) et de travaux effectués dans divers contextes territoriaux des Suds (Souchaud, 2017 ; Choplin, 2020 ; Bautès, 2022), cet atelier propose de décentrer le regard en considérant l'évolution de ces villes à travers l'étude de leurs espaces productifs. Il s'agit d'interroger l'articulation entre des activités productives variées (agriculture, industrie, extraction minière, artisanat...) et les transformations d'espaces urbains dans la diversité de leurs fonctions (résidentielle, commerciale, loisirs, logistique...). Plus précisément, en cherchant à identifier les spécificités des villes du monde arabe, cet atelier interrogera le rôle de ces activités productives dans la fabrique urbaine par l'analyse des politiques de régulation ou de promotion dont elles font l'objet.

The cities of the Arab world, particularly characterized by rapid urban, demographic, and industrial growth, have been widely studied in geography through the implementation of megaprojects, the privatisation of public spaces, and the influence of the Dubai model (Steiner and Wippel, 2019). Following on from critical approaches to capitalist urbanisation (Adam and Comby, 2020) and work carried out in various territorial contexts in the South (Souchaud, 2017; Choplin, 2020; Bautès, 2022), this workshop proposes to shift the focus by considering the evolution of these cities through the study of their productive spaces. The aim is to examine the links between a variety of productive activities (agriculture, industry, mining, crafts, etc.) and the transformations of urban spaces in terms of the diversity of their functions (residential, commercial, leisure, logistics, etc.). More specifically, by seeking to identify the specific features of cities in the Arab world, this workshop will examine the role of these productive activities in the urban fabric by analysing the policies that regulate or promote them.

Programme

David Goeury (Haute École de Suisse occidentale, HES-SO Genève)

Les métabolismes agri-urbains, entre subsistance, circuit court et élevage. Le cas de Tiznit
Agri-urban metabolisms between subsistence, short food supply chains, and livestock farming. The case of Tiznit

Rafik Boussaïdi (ENSA-PLV)

Quelles appropriations pour quels modes de gouvernance de l'agriculture urbaine? Cas de la ville d'Alger

What appropriations for which modes of governance of urban agriculture? The case of the city of Algiers

Clarisse Genton (Université Paris-Est, Laboratoire ACS)

Des oasis voraces: Les effets environnementaux de la construction des colonies israéliennes en territoires occupés

Voracious oasis: The environmental effects of Israeli settlement construction in the occupied territories

Diane Robert (UMIFRE, Centre Jacques Berque, Rabat, UMR 7533 LADYSS)

Habiter un territoire urbain soumis à un cumul de contraintes: Les enseignements d'une enquête auprès des habitants de Gabès, Tunisie

The habitability of an urban territory under multiple constraints: Insights from a survey of the residents of Gabes, Tunisia

Margot Abord de Chatillon (Université Gustave Eiffel, Laboratoire AME-SPLOTT)

Faire sa place dans la ville informelle: Travailleurs du transport de marchandises dans le quartier de Derb Omar à Casablanca

Making it through the informal city: Delivery workers in the neighbourhood of Derb Omar, Casablanca

David Goeury

Les métabolismes agri-urbains, entre subsistance, circuit court et élevage. Le cas de Tiznit
Le développement urbain du xx^e siècle s'est fait aux dépens des terres nourricières qui fondaient les systèmes agri-urbains historiques. Durant des millénaires, villes et agricultures étaient consubstantielles, autour notamment du cycle du phosphore qui liait plantes, humains et animaux d'élevage. Au xx^e siècle, les métabolismes agri-urbains multiséculaires ont été profondément transformés par le déploiement de nouvelles logiques urbaines fondées selon le principe de l'évacuation des déchets jugés indésirables.

À la logique du recyclage par la fertilisation des sols s'est substituée celle de la contamination croissante d'espaces périphériques, au risque de générer des effets environnementaux en retour de plus en plus dévastateurs. Aujourd'hui, les aires urbaines sont gangrenées de communs négatifs, soit des espaces collectivement sacrifiés, dont l'impact environnemental est souvent minoré. Les politiques publiques oscillent entre renoncement (absence d'action) et démantèlement (opération de neutralisation), privilégiant souvent le déplacement des effets négatifs vers des terres plus lointaines. Il apparaît cependant une troisième voie, qui est celle de la régénération des terres concernées.

Pour ce faire, il semble nécessaire de penser la relation entre technologie et alliances interspécifiques. En effet, plantes et animaux peuvent être mobilisés pour rétablir un cycle vivant autour d'espaces contaminés.

Ici, sera discuté plus spécifiquement le cas de la réutilisation des eaux usées à vocation agricole. Le rapport d'UNWater en 2013 soulignait déjà : « 20 millions d'hectares de terres arables dans le monde seraient irriguées avec des eaux usées. Particulièrement courante dans les zones urbaines et péri-urbaines du monde en développement, l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture présente certains avantages, en fournissant de l'eau et des nutriments pour les cultures, en assurant l'approvisionnement alimentaire des villes et en réduisant la pression sur les ressources en eau douce disponibles. Cependant, les eaux usées sont également une source de pollution et peuvent affecter la santé des utilisateurs, des consommateurs et de l'environnement si des pratiques sûres ne sont pas appliquées. » En effet, à la différence de l'usage des eaux épurées pour les jardins publics ou les golfs, ce type de réutilisation s'inscrit dans un cadre beaucoup plus complexe, liant

santé, environnement et sécurité alimentaire. Elle permet alors de réfléchir à un nouveau métabolisme agri-urbain dans un contexte de réchauffement climatique accéléré. Si cette pratique est très fréquente dans de nombreux pays souffrant d'un important stress hydrique, elle est désormais fortement encouragée dans des pays aux climats plus tempérés, et notamment en France depuis l'année 2023.

Intégrer la question des cycles vivants dans la planification urbaine s'avère aussi une opportunité pour proposer un nouveau perma-urbanisme intégrant habitat et agriculture. En effet, il est nécessaire de mettre fin à cette opposition récente entre ville et agriculture, et de dépasser les approches interstitielles de l'agriculture urbaine pour ouvrir de nouvelles perspectives pour la transformation des aires urbaines, qui sont de plus en plus en lourdement impactées par l'accélération du réchauffement climatique.

Urban development in the 20th century took place at the expense of the food-producing land, on which historical agri-urban systems were based. For thousands of years, cities and agriculture were inextricably linked, particularly through the phosphorus cycle that linked plants, humans, and livestock. In the 20th century, the age-old agri-urban metabolisms were profoundly transformed by the deployment of new urban logics based on the principle of disposing of waste deemed undesirable.

The logic of recycling through soil fertilisation has been replaced by that of increasing contamination of peripheral areas, at the risk of generating increasingly devastating environmental effects in return. Today's urban areas are plagued by negative commons—collectively sacrificed spaces whose environmental impact is often downplayed. Public policies oscillate between renunciation (lack of action) and dismantling (neutralisation), often favouring the displacement of negative effects to more distant lands. However, there is a third way, which is to regenerate the land concerned.

To achieve this, it seems necessary to consider the relationship between technology and interspecific alliances. Plants and animals can be mobilised to re-establish a living cycle around contaminated areas.

Here, we will look more specifically at the re-use of wastewater for agricultural purposes. The UNWater report in 2013 already pointed out: "20 million hectares of arable land in the world are said to be irrigated with wastewater. Particularly common in urban and peri-urban areas of the developing world, the use of wastewater in agriculture has certain advantages, providing water and nutrients for crops, securing food supplies for cities and reducing pressure on available freshwater resources. However, wastewater is also a source of pollution and can affect the health of users, consumers and the environment if safe practices are not applied." In fact, unlike the use of treated water for public gardens or golf courses, this type of re-use is part of a much more complex framework linking health, the environment and food safety. It provides an opportunity to reflect on a new agri-urban metabolism in a context of accelerated global warming. While this practice is very common in many countries suffering from severe water stress, it is now strongly encouraged in countries with more temperate climates, particularly in France since 2023.

Incorporating the issue of living cycles into urban planning is also an opportunity to propose a new perma-urbanism that integrates housing and agriculture. We need to put an end to the recent opposition between the city and agriculture, and move beyond interstitial approaches to urban agriculture to open up new perspectives for the transformation of urban areas, which are increasingly affected by the acceleration of global warming.

Rafik Boussaïdi

Quelles appropriations pour quels modes de gouvernance de l'agriculture urbaine ? Cas de la ville d'Alger

De nos jours, l'agriculture urbaine se présente comme l'une des solutions face aux défis majeurs des métropoles : l'étalement urbain et la sécurité alimentaire. C'est ainsi que le projet de l'agri-parc Dounia du plan stratégique de développement d'Alger PSDA, à l'horizon 2035, est perçu comme une ceinture verte de la ville permettant de faire face à l'étalement urbain. Or, son processus d'élaboration décisionnel, émanant d'un mode de gouvernance *top-down*, a influencé son appropriation par les usagers de la ville. Par ailleurs, Alger a vu naître différents projets d'agriculture urbaine émanant d'initiatives citoyennes et encadrés par l'association Torba, dont le projet de la ferme pédagogique de Zéralda.

Il s'agit dans cette recherche de montrer, suite à une observation des pratiques, comment le mode de gouvernance d'un projet d'agriculture urbaine peut influencer les pratiques des usagers et son appropriation.

L'étude s'appuie sur une méthode qualitative permettant de confronter documents d'urbanisme avec une analyse de discours recueillis par entretiens semi-directifs de chercheurs dans le domaine de la gouvernance urbaine et l'étalement urbain, avec une analyse de projets d'agriculture urbaine de par leur mode de gouvernance.

L'analyse met en lumière comment l'absence d'une vision stratégique dans le cadre de la promotion de l'agriculture urbaine – malgré la présence de la stratégie de ceinture verte de la ville permettant de lutter contre la conurbation – a, d'une part, compromis l'aboutissement du projet de l'agri-parc suite au changement de politiques, et, d'autre part, comment le projet de la ferme pédagogique de Zéralda, ayant un statut juridique d'exploitation agricole individuelle/collective EAI/EAC, soit zone non-aedificandi, a pu intégrer des activités annexes permettant de créer des circuits courts et de générer de la plus-value au projet.

Nowadays, urban agriculture emerges as one of the solutions to major metropolitan challenges: urban sprawl and food security. Thus, the Dounia agri-park project, as part of the Algiers Strategic Development Plan (PSDA) for 2035, is perceived as a green belt for the city, helping to counter urban sprawl. However, its decision-making process, stemming from a top-down governance mode, has influenced its appropriation by city users. In addition, Algiers has witnessed the emergence of various urban agriculture projects initiated by citizen initiatives and supported by the Torba association, including the Zéralda educational farm project.

This research aims to demonstrate, following an observation of practices, how the governance mode of an urban agriculture project can influence user practices and its appropriation. The study relies on a qualitative method that allows for the confrontation of urban planning documents, with a discourse analysis collected through semi-directed interviews with researchers in the field of urban governance and urban sprawl, along with an analysis of urban agriculture projects based on their governance mode.

The analysis highlights how, on the one hand, the absence of a strategic vision within the framework of promoting urban agriculture—despite the presence of the city's green belt strategy to combat conurbation—has compromised the completion of the agri-park project following changes in policies. On the other hand, it shows how the Zéralda educational farm project, with its legal status as individual/collective agricultural holdings (EAI/EAC), or non-buildable zones, has been able to integrate ancillary activities, creating short circuits and generating added value for the project.

Clarisse Genton

Des oasis voraces: Les effets environnementaux de la construction des colonies israéliennes en territoires occupés

La construction des colonies israéliennes en territoires occupés est le plus souvent analysée à l'aune des enjeux géopolitiques de la région. Nous proposons ici de les examiner en tenant compte de l'impact de leur édification matérielle sur l'environnement d'une région où la question des ressources en eau devient de plus en plus préoccupante. Si l'exploitation et l'assèchement de la mer Morte sont bien connus, les études s'attardent moins sur les conséquences de l'entreprise coloniale israélienne en matière d'enjeux climatiques. En effet, le secteur de la construction est l'un des plus polluants pour la durabilité de notre planète (pollution de l'air, des cours d'eau, des sols, production de déchets considérables, érosion des littoraux) et l'édification d'immeubles dans ces endroits a des conséquences directes en matière d'extraction des ressources du sol (le béton, et particulièrement la pierre de la région). De plus, leur aménagement paysager pensé en oasis luxuriante est particulièrement vorace en eau (cela vaut aussi pour l'agriculture des *kibbutzim* de la vallée du Jourdain).

Nous tenterons d'abord de mettre au jour, par une analyse spatiale et matérielle de ces endroits, la manière dont leur conception est en contradiction directe avec un certain discours environnementaliste défendu par les institutions israéliennes. Par ailleurs, il faudra également revenir sur la question du contrôle des aquifères de la Cisjordanie et la manière dont l'État israélien organise sa mainmise exclusive à l'aide de dispositifs spatiaux. Enfin, la communication propose de retracer la manière dont les logiques, aussi bien néolibérales que nationalistes et identitaires, à l'œuvre derrière l'expansion urbaine de ces endroits guident des politiques d'aménagement qui se font plus loin au détriment des populations palestiniennes clairement lésées, pas seulement pour la constitution de leur État, mais également pour leurs moyens matériels de survie.

The construction of Israeli settlements in the occupied territories is most often analyzed in terms of the region's geopolitical stakes. We propose here to examine them in the light of the impact of their physical construction on the environment of a region where the issue of water resources is becoming increasingly worrying. While the exploitation and drying-up of the Dead Sea is well known, less attention has been paid to the climatic consequences of Israel's colonial enterprise. Indeed, the construction sector is one of the most polluting for the sustainability of our planet (pollution of air, waterways, and soil, production of considerable amounts of waste, erosion of coastlines) and the erection of buildings in these locations has direct consequences in terms of extraction of soil resources (concrete, but particularly local stone). What's more, their lush oasis-like landscaping is particularly water-hungry (the same applies to the agriculture of the *kibbutzim* in the Jordan Valley). We will begin with analysing the spatial and material aspects of these places, to see how their design is in direct contradiction with a certain environmentalist discourse promoted by Israeli institutions. It will also look at the issue of control over the West Bank's aquifers, and the way in which the Israeli state uses spatial devices to organize their exclusive control. Lastly, the paper proposes to trace the way in which neoliberal, as well as nationalist and identity-based logics at work behind the urban expansion of these places guide planning policies that are further to the detriment of Palestinian populations clearly harmed, not only in the constitution of their state, but also in their material means of survival.

Diane Robert

Habiter un territoire urbain soumis à un cumul de contraintes : Les enseignements d'une enquête auprès des habitants de Gabès, Tunisie

Cette proposition s'appuie sur un travail collectif mené avec Zaohra Mhedhbi, Fatma Zahra Rostom, Claire Dedieu et Sinda Haouès-Jouve dans le cadre du projet Rahaba. La notion d'habitabilité connaît un succès certain à l'heure où la multiplication des crises écologiques impose de nouvelles limites aux possibilités de vie sur Terre et plus encore dans les territoires les plus exposés. Elle renvoie à l'ensemble des conditions matérielles et idéelles qui permettent aux habitants d'un territoire d'y vivre et de se l'approprier, dans un contexte contraint par les dégradations écologiques et climatiques, les difficultés sociales et économiques. Quels peuvent être les apports des paroles habitantes à la caractérisation de l'habitabilité d'un territoire urbain soumis à un cumul de contraintes ? En quoi nous renseignent-elles sur les transformations urbaines engendrées par des activités productives aux impacts socio-environnementaux particulièrement lourds, dans un contexte marqué par des changements climatiques ? Cette communication se propose d'exposer les résultats d'une enquête menée en 2024 auprès d'habitants de la ville de Gabès, territoire oasien du Sud tunisien et haut-lieu de transformation des phosphates. À partir d'une quarantaine d'entretiens conduits auprès d'habitants de la ville, elle rend compte d'un ensemble de composantes qui participent à la caractérisation de l'habitabilité, qui se rapportent tant à l'environnement physique qu'à la qualité de vie, aux attachements affectifs et au tissu social. Elle soulignera les manières dont les contraintes sur l'habitabilité se renforcent mutuellement, et notamment comment les phénomènes de dégradation environnementale imputables à l'activité industrielle se répercutent sur les capacités d'adaptation aux évolutions climatiques. Enfin, l'analyse souligne la nécessité de tenir compte des inégalités sociales dans la caractérisation de l'habitabilité. En fonction d'attributs comme la classe, le genre, l'âge ou encore l'état de santé, les habitants ne sont pas soumis aux mêmes expositions aux contraintes et ne disposent pas des mêmes capacités d'adaptation.

This proposal is based on collaborative work carried out with Zaohra Mhedhbi, Fatma Zahra Rostom, Claire Dedieu, and Sinda Haouès-Jouve as part of the Rahaba project. The concept of habitability is gaining significant attention as the multiplication of ecological crises imposes new limits on the possibilities of life on Earth, particularly in the most vulnerable areas. It refers to the set of material and conceptual conditions that enable the inhabitants of a territory to live there and make it their own within a context constrained by ecological and climatic degradation, as well as social and economic challenges. What contributions can residents' perspectives make to characterizing the habitability of an urban area subjected to multiple constraints? How can these perspectives shed light on the urban transformations driven by productive activities with particularly heavy socio-environmental impacts in a context of climate change? This presentation aims to share the results of a 2024 survey conducted with residents of Gabès, an oasis territory in Southern Tunisia and a key site for phosphate processing. Based on approximately forty interviews with city residents, the study highlights a range of components contributing to the characterization of habitability, including aspects related to the physical environment, quality of life, emotional attachments, and social fabric. The presentation will emphasize how constraints on habitability reinforce one another, particularly how environmental degradation caused by industrial activity affects the ability to adapt to climate change. Finally, the analysis underlines the importance of accounting for social inequalities in defining habitability. Depending on attributes such as class, gender, age, or health status, residents experience varying levels of exposure to constraints and possess unequal capacities for adaptation.

Margot Abord de Chatillon

Faire sa place dans la ville informelle : Travailleurs du transport de marchandises dans le quartier de Derb Omar à Casablanca

À Casablanca, la plus grande ville du Maroc, les fonctions économiques se superposent et s'enchevêtrent (Mareï, Debrie et Lombard, 2019). C'est notamment le cas dans le quartier de Derb Omar, où coexistent le commerce de rue et le commerce de gros (Qacha, 2015). Dans le cadre de la prise en compte croissante de la logistique par les politiques publiques marocaines (Debrie et Mareï, 2019), l'activité de ce quartier apparaît aux autorités locales comme problématique, en raison de la congestion qu'elle engendre, ainsi que de la présence du travail informel. La municipalité souhaite déplacer l'activité de gros en périphérie dès 2025.

Aujourd'hui, les activités de transport occupent ostensiblement la rue à Derb Omar : poids lourds stationnés sur les grands axes, petits camions dits « Honda » et triporteurs qui font le lien avec d'autres zones commerçantes, et enfin les charrettes qui permettent le transport de marchandises à pied, à l'intérieur du quartier.

Les travailleurs en charge de ce maillon urbain de la chaîne logistique appartiennent pour la majorité au secteur dit informel, ou « non-centralisé » (Desmoulière, 2024). Ils passent une partie considérable de leur journée à attendre des commandes. Dans cette communication, je m'appuie sur une enquête de terrain réalisée dans la ville de Casablanca entre novembre 2023 et novembre 2024. Je montre qu'au-delà de l'image négative qui leur est attribuée dans les discours locaux, les livreurs construisent leur légitimité professionnelle au quotidien en organisant leur activité et en établissant des relations de confiance avec les commerçants. Les véhicules de livraison participent à cette construction professionnelle : en effet, ils servent de médiateurs entre les travailleurs et les espaces urbains, tandis qu'ils constituent des outils de travail, sont associés à divers imaginaires de modernité ou de professionnalisme, mais délimitent aussi des espaces d'activité et des lieux de vie.

In Casablanca, the biggest Moroccan city, economic activities overlap and are entangled (Mareï, Debrie, and Lombard, 2019). It is specifically the case in the neighbourhood of Derb Omar, where street merchants and wholesale trade co-exist (Qacha, 2015). As logistics are increasingly taken into account by Moroccan public policy (Debrie and Mareï, 2019), the activity of this neighbourhood appears as problematic to local authorities due to the urban congestion that it engenders and to the presence of informal work. City authorities wish to displace the wholesale businesses as soon as 2025.

Today, freight activities visibly occupy the space in Derb Omar: trucks parked on main lanes, small trucks ("Hondas") and three-wheeled motorbikes ("triporteurs") that link the neighbourhood to other commercial areas, but also handcarts that allow freight transportation by foot within the neighbourhood.

The workers in charge of this urban section of the supply chain belong for most of them to the informal, or "non-centralised" sector (Desmoulière, 2024). They spend a considerable part of their day awaiting orders. In this communication, I rely on data collected in the city of Casablanca between November 2023 and November 2024. I show that, beyond the negative image associated to them in public discourse, delivery workers build their professional legitimacy on a daily basis through organising their activity and building relationships of trust with merchants. Delivery vehicle are a part of this process: indeed, they are mediators between the workers and urban space as they constitute work tools, are associated with different imaginaries of modernity or professionalism, and as they delineate spaces for activity and everyday life.